



Communiqué de presse

Nous, élus du conseil municipal de Sète

Considérant l'identification par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU de "preuves claires" de crimes de guerre commis à la fois par le Hamas et par les forces de défense israéliennes depuis l'attaque du 7 octobre 2023,

Considérant les principes fondamentaux du droit international humanitaire,
Considérant la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme,

Considérant les résolutions des Nations Unies appelant à un cessez-le-feu immédiat, à la protection des civils, et à une solution politique juste et durable au conflit israélo-palestinien,

Considérant l'ordre rendu par la Cour Internationale de Justice appelant l'État d'Israël à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir un génocide à Gaza, qui comptabilise aujourd'hui plus de 54 000 morts,

Considérant l'indignation mondiale croissante face aux bombardements massifs, au blocus total, à la destruction systématique d'infrastructures civiles, et au nombre alarmant de victimes parmi les populations, civiles palestiniennes, dont une majorité de femmes et d'enfants

Considérant les valeurs de fraternité, de paix, de justice et de solidarité qui fondent notre engagement politique, humain et républicain,

Demandons solennellement à nos députés et sénateurs d'interpeller le gouvernement afin que la France affirme :

- sa plus vive condamnation des violences meurtrières perpétrées sur la bande de Gaza qui s'apparentent, au regard du droit international et comme l'affirme une commission d'enquête de l'ONU, à des crimes de guerre et à des « actes génocidaires » à l'égard du peuple palestinien.
- son attachement indéfectible au respect du droit international, au principe de la protection des civils, et à la nécessité d'un cessez-le-feu immédiat, global et durable, dans la bande de Gaza comme en Cisjordanie.
- sa volonté de voir reconnaître pleinement l'État de Palestine, dans les frontières de 1967, aux côtés d'un État israélien souverain, pour une paix juste, durable et fondée sur l'égalité des droits.
- son appel à la mobilisation de l'Union européenne et de la communauté internationale pour mettre fin à l'impunité, faire respecter le droit humanitaire et soutenir toute initiative diplomatique sérieuse pour une résolution politique du conflit pour une paix juste, durable, et fondée sur l'égalité des droits.

**Véronique Calueba, Laura Seguin,
Sébastien Andral, Arnaud Jean, Laurent Hercé**

Conseillers municipaux - Groupe Ensemble pour Sète